

## COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

**Veille du 4 juin 2020**

### **Résumé :**

*Comme prévu, le Congrès des Députés a voté le 6<sup>ème</sup> et dernier **prolongement de l'état d'alerte jusqu'au 20 juin inclus**. **L'Espagne va rouvrir ses frontières terrestres avec la France et le Portugal le 1<sup>er</sup> juillet**.*

*Sur le front de la main d'œuvre, **les saisonniers roumains arrivent progressivement dans les vergers catalans et aragonais pour la récolte des fruits à noyaux**. En **abattoirs**, après un cluster à Lérída fin avril – aujourd'hui maîtrisé – aucun nouveau foyer d'infection n'est signalé à ce jour.*

*Début de campagne prometteur pour les **melons et pastèques**.*

*Les **agneaux légers** et le **porc blanc** reprennent des couleurs, la réouverture progressive des bars et restaurants favorisant un léger rebond de la demande. En revanche, la situation reste dégradée pour le **cochinillo** et le **porc ibérique**.*

*Le **plan de soutien viticole** proposé par le ministère est toujours en discussion. La filière s'impatiente.*

*En complément des aides d'État, La Rioja annonce un paquet d'aides régionales en faveur des éleveurs de **petits ruminants**.*

## ESPAGNE

### Filières agricoles

#### • **Fruits et légumes**

**Melons et Pastèques : un début de campagne prometteur.** Les producteurs de melons et pastèques liés à l'entreprise exportatrice *Proexport* sont relativement optimistes. En plus des beaux volumes attendus et de la qualité des produits, les prix se sont maintenus à des niveaux appréciables tout au long du mois de mai. Ils espèrent donc fortement que cette dynamique se poursuivra dans les prochaines semaines, à l'approche du pic de production.

**Exportations : un mois de juin à enjeux.** C'est l'un des mois de l'année où les volumes d'exportation sont les plus importants, en particulier pour la pastèque, le melon et les fruits à noyau (56% du volume de fruits exportés par l'Espagne en 2019). La pastèque est le fruit le plus exporté ce mois-ci, avec des volumes qui ont fortement augmenté ces cinq dernières années, passant de 156.000 t en 2015 à 277.338 t en 2019. Les exportations de melon ont également connu une augmentation à hauteur de 5 %. Les producteurs espèrent donc conserver ces dynamiques en dépit des bouleversements récents.

**Figues : baisse d'offre en raison de la météo de début d'année, qui raffermit les prix producteurs.** Les aléas climatiques ont affecté la floraison et la nouaison des figues à Alicante. La récolte vient de commencer, et les volumes récoltés sont 2 fois moins importants qu'en 2019. Cette faible disponibilité, conjuguée à l'absence de produits concurrents pour l'instant (notamment la figue turque), maintient les prix à des niveaux élevés.

#### • **Céréales**

**Les syndicats dénoncent de nouvelles entorses à la loi sur la chaîne alimentaire**, censée garantir des prix producteurs supérieurs aux coûts de production. L'Union des syndicats d'agriculteurs et d'éleveurs avertit que les acheteurs feraient déjà pression sur les producteurs pour qu'ils signent des contrats de vente de blé et d'orge à 170 et 150 €/t respectivement (contre 200 et 180 €/t fin 2019). Il s'agirait d'une violation de la loi sur l'amélioration du fonctionnement de la chaîne alimentaire, censée garantir des prix supérieurs aux coûts de production et en accord avec la réalité du marché.

- **Productions animales**

**Porcs : le porc blanc reprend des couleurs.** La réouverture progressive des bars et restaurants se traduit par un léger rebond de demande, avec des poids de carcasses qui diminuent progressivement (mais qui restent toujours 3 à 4 kg supérieurs à la moyenne de 2019). L'activité export se poursuit à bons niveaux au Japon et en Corée du Sud, ainsi qu'en Chine malgré un bémol sur les prix (tirés vers le bas par la concurrence étasunienne). L'interprofession des éleveurs de porcs blancs (Interporc) souligne le rôle majeur de cette filière pour l'économie locale, avec 45% des entreprises du secteur qui sont situées dans des municipalités de moins de 5 000 habitants. Elle insiste sur la pertinence de cet ancrage dans le cadre de la réflexion imminente sur la souveraineté alimentaire.

**Cochon de lait et porc ibérique : situation toujours dégradée.** Bien que les cours du cochon de lait aient récemment cessé leur dynamique baissière pour repartir à la hausse, ils s'établissent actuellement à 36,50 €/unité, toujours bien en dessous des 53 € de 2019 pour la même semaine. Scénario plus sombre encore pour le porc ibérique, dont les cours continuent de baisser aussi bien aux marchés de Salamanque que sur ceux d'Estrémadure.

**Agneaux : remontée lente des prix, en particulier pour les petits calibres.** La baisse de l'offre et la hausse de demande (en lien avec le succès relatif des campagnes d'incitation à la consommation "solidaire" et la progression du déconfinement, qui signifie la réouverture de la restauration hors domicile et le retour des réunions familiales) permettent aux cours de remonter : 3,65 €/kg actuellement au marché de gros de León, contre 2,70 €/kg au plus fort de la crise début avril. Cette remontée profite tout particulièrement aux agneaux les plus légers. En matière d'exportation, elles continuent à bon rythme et bons prix en France et en Italie, mais se sont en revanche réduites vers le Maghreb avec la fin du Ramadan.

**Visite du couple royal dans un élevage caprin de la banlieue de Madrid,** accompagné du ministre Luis Planas. La délégation souhaitait par cette visite témoigner de son soutien à la profession agricole, et encourager à la consommation de produits locaux (ici, du fromage de chèvre transformé sur place).

### Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

- **Mesures - PAC**

**Plan de soutien viticole : en discussion depuis près d'un mois, la filière s'impatiente.** De nombreux syndicats agricoles de Castilla-la-Manche déplorent l'absence de décision officielle sur le plan de soutien viticole annoncé par le ministère, dans la mesure où les vendanges approchent et que les dispositifs de distillation de crise, de vendange en vert et de stockage privé ne peuvent pas vraiment être préparés sans connaissance des modalités précises. Elle réitère par ailleurs la critique de l'absence de participation financière de l'État, qui limitera selon elle l'impact des mesures.

**L'Andalousie salue l'autorisation donnée par l'UE d'utiliser 2% des fonds du PDR pour accompagner les filières en difficultés.** Ces 38 M€ iront préférentiellement aux secteurs des fleurs coupées et plantes ornementales, et aux producteurs très dépendants de l'hôtellerie-restauration.

- **Mesures - hors PAC**

**La Rioja annonce un paquet d'aides régionales pour compléter les aides d'État, notamment à destination des éleveurs de petits ruminants.** L'administration régionale viendra ainsi compléter, sur ses fonds propres, l'aide d'État qui sera versée en octobre prochain aux éleveurs ovins et caprins afin d'arriver systématiquement au seuil maximal de 12 €/tête (sur la base du nombre de femelles reproductives). D'autres secteurs (élevage extensif, viticulture, etc.) bénéficieront de délais supplémentaires pour les remboursements de prêts.

**Seconde campagne de promotion des vins AOP Rioja, cette fois à destination de l'hôtellerie-restauration.** Après une première campagne mi-avril à destination des consommateurs (*Te mereces un Rioja*, "Tu mérites un Rioja"), le conseil régulateur de l'appellation lance une seconde édition cette fois dédiée à l'hôtellerie-restauration. Multi-supports, elle sera notamment déployée sur les réseaux sociaux avec la participation d'influenceurs du secteur. Le conseil participera également à la fourniture de "kit-sanitaire" aux établissements de restauration, et offrira 15.000 visites gratuites dans près de 70 caves de la région.

**Communautés autonomes et associations de producteurs demandent un soutien national à la filière des fleurs coupées et plantes ornementales.** A l'initiative de la Communauté valencienne, une lettre signée par 7 Communautés autonomes vient d'être envoyée au ministère de l'Agriculture pour demander un soutien financier aux producteurs, à l'échelle nationale et européenne. Parallèlement, les associations professionnelles de 10 Communautés autonomes (rassemblées au sein de la FEPEX - Fédération espagnole des associations de producteurs et exportateurs de fruits, légumes, fleurs et plantes vivantes) ont également interpellé le ministre par l'intermédiaire d'une autre lettre, pour les mêmes motifs (déblocage d'un budget national et intercession auprès de l'UE pour un soutien financier plus général).

**Audition des principaux syndicats agricoles au Parlement, qui demandent davantage de moyens et de mesures pour surmonter la crise et préparer l'avenir du secteur agricole.** Le syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja), la confédération syndicale des agriculteurs et éleveurs (COAG) et le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) ont tous demandé des mesures plus ambitieuses, à la fois sur le court terme pour mieux encaisser la crise (baisses supplémentaires de cotisations et d'impôts) et sur le plus long terme pour rééquilibrer la chaîne de valeur en agroalimentaire et faire face aux obligations nouvelles en matière de transition écologique et démographique.

**Retour des manifestations face à des prix producteurs toujours plus bas.** Un convoi d'une trentaine de camions et véhicules regroupant des agriculteurs des provinces d'Almeria et de Grenade est rentré le 2 juin dans la ville d'Almeria pour réclamer, entre autres, des prix producteurs plus "justes". Ils demandent l'arrêt de la spéculation, ainsi qu'un contrôle accru des importations de produits agricoles en provenance de pays tiers. Ils souhaitent également la fin des "attaques" contre le secteur par certaines instances publiques (en référence à la controverse récente sur les inspections du travail pour suspicion "d'exploitation", voire "d'esclavage").

**Nouvel appel de l'hôtellerie-restauration à étoffer les mesures de soutien.** Bien qu'elles saluent les récents assouplissements et les annonces de reprise du tourisme national et international pour cet été, les associations représentatives du secteur en appellent au Gouvernement pour renforcer ces mesures, avec notamment le financement et le déploiement d'une campagne de promotion du tourisme (ils citent en exemple les 18 M€ mis sur la table en France). Plusieurs de leurs revendications initiales demeurent : clarification de l'application future du chômage partiel et des assouplissements en matière de loyers commerciaux, abandon du seuil maximal de capacité au profit d'un critère de respect de la distance physique, mise en place de micro-crédits et baisse du taux de TVA, entre autres.

**Adoption d'un avant-projet de loi pour taxer l'utilisation du plastique à usage unique.** Adopté en conseil des ministres ce mardi, la stratégie espagnole d'économie circulaire "*España Circular 2030*" inclut un avant-projet de taxe sur la fabrication, l'importation et l'acquisition de plastique à usage unique à hauteur de 0,45 €/kg. Cette dernière pourrait rapporter jusqu'à 724 M€ (selon les données de consommation de 2017) et participer à l'atteinte de l'objectif de réduction de 15% d'utilisation de plastique d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2010). Sa mise en place relève de la transposition des directives européennes de 2018 et 2019, et introduirait également l'interdiction, dès juillet 2021, de la vente de certains produits (pailles, couverts, assiettes, verres, touillettes, cosmétiques contenant des microplastiques, ...) qui sont largement consommés par les professionnels et les particuliers. Ce projet va entrer en consultation publique ces jours-ci, et le Gouvernement souhaiterait qu'il soit adopté entre fin 2020 et début 2021. Les associations de défense de l'environnement saluent l'initiative, même si elles regrettent que le montant ne soit pas suffisamment dissuasif. L'Association nationale des industries du plastique (Anip) déplore quant à elle une mesure "discriminatoire" par rapport à d'autres emballages, et qui mettrait en péril plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

## **Distribution**

**Consommation des ménages espagnols : la tendance à la modération se confirme.** Selon la dernière enquête hebdomadaire de consommation des ménages (du 18 au 24 mai), la hausse interannuelle de consommation (par rapport à la même semaine l'an dernier) n'est plus "que" de 19,2% (contre 25-30% début mai).

**Hausse des prix dans les supermarchés : phénomène avéré pour certains produits, mais dont les causes, multiples, sont parfois difficiles à appréhender.** Très limitées en mars, des hausses de prix à la consommation ont en revanche été enregistrées pour certains produits alimentaires durant le mois d'avril et surtout le mois de mai, en particulier sur certains produits frais très demandés (notamment les agrumes). Les raisons de ces hausses sont multiples, et dépendent en réalité de chaque produit. Plusieurs coopératives et grossistes, à l'image d'Alimer, indiquent que cette hausse est due à l'augmentation des coûts de production, de l'ordre de 25-35%, (en grande partie en raison de la mise en place des protocoles sanitaires et des pertes de productivité). D'autres, notamment la grande distribution, justifient ces hausses par une revalorisation des prix producteurs. Côté producteurs justement, le son de cloche est parfois différent : la confédération syndicale agricole COAG dénonce ainsi l'écart entre prix producteurs et prix à la consommation pour certains produits (facteur 7 pour la courgette, l'artichaut et la laitue, et jusqu'à facteur 10 pour l'oignon) et le fait que les changements, en positif comme en négatif, ne soient pas toujours répercutés équitablement au sein de la chaîne de valeur. Le ministère de la Consommation a indiqué en début de semaine qu'une enquête approfondie venait d'être lancée pour objectiver les causes de ces hausses, et s'assurer qu'elles ne sont pas le résultat de pratiques spéculatives préjudiciables pour certains acteurs.

**4,3 Md€ de pertes estimées pour la restauration durant les 6 semaines de confinement strict.** Selon une étude réalisée par *The NPD Group*, le secteur aurait conservé seulement 9,6% de son activité habituelle sur la période de confinement "strict" (du 15 mars au 30 avril) avec à la clé une perte interannuelle de chiffre d'affaires estimée à 4,3 Md€, dont la moitié pour les restaurants traditionnels, et 1/3 pour les bars et cafés (les 20% restants se partagent entre les autres structures : hôtels, cantines, consommation dans les transports,

discothèques, etc.). Seul un segment s'en sort : celui de la vente à domicile, avec une croissance de 5% par rapport à la même période l'an dernier. L'étude indique qu'il y aura "un avant et un après" dans la restauration, et que le futur sera certainement synonyme de réduction des points de vente, de spécialisation renforcée et d'une démocratisation de la livraison à domicile. Si près de 60% des consommateurs interrogés indiquent qu'ils retourneront rapidement consommer hors domicile, une proportion similaire indique toutefois qu'elle considère ces lieux comme "à risque" et sera donc particulièrement attentive et sélective.

**Retour aux horaires habituels pour les employés de Mercadona**, première chaîne de grande distribution alimentaire du pays. Le 1<sup>er</sup> juin marque le retour à la semaine de 40 heures pour les employés, mettant fin au dispositif exceptionnel mis en place pour freiner le Covid-19 (4 jours de travail et 3 de congés, avec toujours 1/3 des équipes en congés et limitation des croisements d'emploi du temps). La chaîne a également décidé d'étendre d'une heure sa plage horaire d'ouverture (21h). D'autres extensions seront envisagées si la situation sanitaire continue de s'améliorer.

### Mesures de gestion de la main d'œuvre

**Reprise progressive des flux entrants de main d'œuvre agricole étrangère.** Le contingent de saisonniers roumains arrive progressivement dans les vergers aragonais pour la cueillette des "pêches de Calanda" (AOP). En Catalogne également, plusieurs bus de travailleurs roumains sont arrivés la semaine dernière pour la récolte des fruits à noyaux.

**Frontière marocaine toujours fermée : le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) continue de demander l'ouverture d'un "corridor vert".** Il souligne les problèmes que pose cette fermeture aussi bien pour la venue de saisonniers marocains, habituellement très représentés dans les exploitations espagnoles, que pour le retour de celles et ceux qui étaient déjà en Espagne avant l'éclatement de la pandémie, et se retrouvent à présent coincés (notamment les cueilleuses de fraises de la province de Huelva).

**Infections Covid en abattoirs : quelques cas sporadiques, mais absence de nouveaux clusters.** Le secrétaire en charge des questions d'alimentation du syndicat UGT (*Unión General de Trabajadores*) indique qu'en dépit de quelques signalements pour des très petites structures, aucun cluster n'a été repéré ces dernières semaines dans le secteur agroalimentaire. Même constat pour la Fédération des industries de la viande (Fecic), qui indique que les quelques cas détectés font partie du « risque général », et ne sont en rien liés à la situation de travail en abattoirs. A ce jour en Espagne, seul un petit cluster en lien avec des abattoirs a été détecté à Lérida fin avril, et est depuis maîtrisé.

**Recours au chômage partiel toujours important dans l'hôtellerie-restauration.** Selon les derniers chiffres publiés, le nombre de bénéficiaires du chômage partiel s'élève à 2.998.970 personnes au 29 mai 2020, dont 655.849 (21,6%) correspondant au secteur des « services de repas et de boisson ».

**Premiers contrôles sur le respect des conditions d'éligibilité au chômage partiel.** Depuis mi-mai, des contrôles sont en effet de nouveau réalisés dans les exploitations agricoles afin de s'assurer du respect de la loi en matière de chômage partiel.

### Secteur Forêt-bois

**La Galice prévoit une baisse de 26% du chiffre d'affaires de la filière pour 2020.** C'est l'un des principaux résultats d'une enquête réalisée conjointement par l'École d'ingénierie forestière et l'Agence galicienne de l'industrie forestière (Xera), qui porte sur 117 entreprises du secteur. Cette baisse de 26% par rapport au CA de 2019 est à attribuer au fort ralentissement d'activité : 98% des entreprises interrogées indiquent avoir été affectées négativement par cette crise. Seuls 2% indiquent que cette crise a été synonyme d'activité plus importante (vraisemblablement des entreprises impliquées dans la fabrication de cercueils).

### Pêche maritime et aquaculture

**9 M€ de pertes pour les criées catalanes depuis le début de la crise sanitaire.** Selon le Département des pêches de cette région, les criées catalanes ont enregistré une chute de 50% de leur chiffre d'affaires depuis mi-mars. Les criées les plus impactées ont été celles de la province de Gérone avec 3,2 M€ de pertes, suivies de celles de l'embouchure de l'Ebre (2,1 M€) et de Tarragone (1,4 M€).

**La Galice réclame plus de moyens financiers pour le budget FEAMP 2021-2027.** La principale région de pêche espagnole a fait part de cette demande lors de la visioconférence organisée par la Conférence des régions maritimes et périphériques (CRMP). La Galice a également réclamé plus de flexibilisation dans l'octroi des aides afin d'assurer la reprise économique de la filière pêche.

**Consultation publique en vue de l'adoption d'une nouvelle stratégie d'économie bleue des îles Canaries.** La responsable des pêches de l'archipel a annoncé la mise en consultation publique de la nouvelle stratégie d'économie bleue des Canaries, et souligné l'importance de cette filière comme levier de relance pour cette région ultrapériphérique espagnole. Les îles Canaries abritent l'un des principaux clusters et centres de recherche (*Centro Tecnológico de Ciencias Marítimas*) spécialisé dans cette filière.

## PORTUGAL

### Filières agricoles

- *Vin*

**Hausse de 2,1 % des exportations de vins portugais au premier trimestre.** Les exportations de vins portugais se sont élevées à 185 M€ au premier trimestre, soit une augmentation de 2,1 % par rapport à la même période en 2019. En volume, les vins vendus hors du pays ont augmenté de 4,4 %, selon les données publiées par *ViniPortugal*. Toutefois, les ventes ont connu des trajectoires contrastées selon les partenaires commerciaux : les ventes vers les pays de l'UE ont diminué de 14,4 % en valeur au cours des trois premiers mois de l'année, tandis que celles vers les pays tiers ont augmenté de 22,8 %, dépassant les ventes vers les pays de l'UE.

### Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

**Le ministère de l'Agriculture évalue les dommages causés par la tempête du 31 mai et étudie des mesures de soutien aux producteurs.** La mise en place d'une ligne de crédit à taux réduit pour soutenir les producteurs qui ont subi une forte baisse de production due à la tempête du 31 mai dernier (qui a principalement touché le Nord et le Centre du Portugal) est envisagée. La ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Albuquerque, a rappelé qu'une réunion du comité de suivi du système d'assurance agricole était prévue le 16 juin afin d'analyser ce type de situations.

**Le délai de la télédéclaration PAC2020 se termine le 15 juin.** Néanmoins, la demande d'aide peut être présentée jusqu'au 10 juillet, mais avec une pénalité de 1 % du montant de l'aide pour chaque jour ouvrable. Ce délai avait été repoussé en raison des mesures exceptionnelles prises pour minimiser l'impact des effets de la pandémie de Covid-19 sur le secteur.

### Distribution

**La poste portugaise (CTT) lance une application de vente en ligne pour les producteurs locaux et les petits commerçants.** À la suite de la croissance du commerce en ligne constatée au cours des derniers mois en raison de la pandémie, CTT a lancé un service numérique pour le commerce local. Ce projet, développé en collaboration avec le ministère de l'Économie et de la transition numérique, vise à faciliter la présence en ligne des commerçants locaux et des petits producteurs.

### Secteur Forêt-bois

**Incendies : 60 moyens aériens disponibles.** Le dispositif de lutte contre les incendies en milieu rural (DECIR) dispose à ce jour des 60 moyens aériens prévus pour la période du 1<sup>er</sup> juin au 15 octobre. Dans un communiqué, le ministère de la Défense a indiqué que les ressources aériennes pour les périodes les plus critiques en termes d'incendies étaient désormais toutes disponibles, y compris un hélicoptère de l'armée de l'air, ajoutant qu'il s'agissait du plus grand nombre de ressources aériennes opérationnelles disponibles à cette période de l'année par rapport aux années précédentes.

### Pêche maritime et aquaculture

**Pêche à la sardine : les pêcheurs s'inquiètent des difficultés pour écouler leur produit.** La pêche des sardines a repris le 1<sup>er</sup> juin au Portugal et se poursuivra jusqu'au 31 juillet, mais les pêcheurs sont préoccupés par les difficultés pour écouler leur produit. Le quota pour 2020 est de 6,3 tonnes.

**Environ 200 pêcheurs des Açores ont déjà reçu plus de 730 000 € au titre du régime de compensation des coûts supplémentaires pour les produits de la pêche.** Le Secrétaire régional à la Mer a précisé que ce versement se réalisait dans le cadre du programme « POSEI-Pescas » relatif à 2019. Un nouveau versement d'un montant de plus de 2 M€ est prévu pour juin, au profit de 332 pêcheurs. Le Gouvernement régional s'était engagé, au début de la pandémie, à anticiper le paiement de POSEI-Pescas 2019 via un effort supplémentaire des services régionaux et en collaboration avec les industriels. La date de paiement de ce régime de soutien a été avancée d'environ 60 jours par rapport aux années précédentes.